

**TOUJOURS FOUS DE NOS ENFANTS?  
La tournée de l'Association québécoise des CPE  
de passage sur la Côte-Nord pour mobiliser les parents**

**Sept-Îles, lundi 27 octobre 2014** — Inquiète de l'avenir de la politique familiale, l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCE) a réuni une coalition de partenaires pour sensibiliser la population aux menaces qui guettent les fondements de la politique familiale. L'incertitude actuelle menace sérieusement les services éducatifs de garde à l'enfance dispensés dans tous les centres de la petite enfance (CPE) et en milieu familial au Québec.

De passage sur la Côte-Nord dans le cadre de sa tournée nationale de mobilisation, l'AQCE souligne que l'inquiétude est bien réelle. Le report de la création des places ainsi que les coupes dans les budgets des CPE font craindre le pire. « C'est avec l'avenir de nos enfants, ce que nous avons de plus précieux, que joue le gouvernement, indique le président-directeur général de l'AQCE, Louis Sénécal. Sur la Côte-Nord, les libéraux ont reporté la création de 678 places en CPE, alors que plus de 2000 enfants figurent sur la liste d'attente, dont certains présentent des besoins particuliers. Tout report aura un effet direct sur leur développement. »

Au CPE-BC Sous le bon toit à Sept-Îles, l'inquiétude se vit au quotidien : « Notre expertise et nos installations nous permettent d'accueillir des enfants avec des besoins particuliers. Nos partenariats avec le milieu favorisent leur développement, ce qui facilite leur intégration à l'école. N'est-ce pas là notre mission? », souligne Danielle Maloney, directrice générale du CPE-BC Sous le bon toit. « Les compressions, vécues coup sur coup, finissent par toucher la qualité de nos services. Nous sommes extrêmement préoccupés, d'autant plus que plusieurs CPE et CPE-BC de la région enregistrent actuellement des déficits », ajoute-t-elle.

**L'AQCE est inquiète**

Depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux, on assiste à une attaque en règle du réseau des CPE. « Au lieu de défendre et de promouvoir la politique familiale du Québec et de rassurer les familles, la ministre travaille derrière des portes closes. Elle affirme sans ménagement que les représentants du réseau des services de garde ont raison d'être inquiets et que son gouvernement s'apprête à ébranler les piliers du temple », précise M. Sénécal.

« Il ne semble pas y avoir d'ouverture au dialogue de la part de la ministre de la Famille, qui refuse de partager les réelles intentions de son gouvernement », affirme la présidente du conseil d'administration de l'AQCE, Gina Gasparrini. « Nous avons tendu la main à la ministre à plusieurs reprises et force est de constater que le gouvernement n'entend pas consulter son principal partenaire en matière de petite enfance. Son refus de divulguer ses objectifs et de rassurer les familles nous laisse envisager les pires scénarios », conclut-elle.

**Choisir entre un enfant ou deux salaires**

En annonçant sa volonté d'ébranler les piliers du temple, le gouvernement s'attaque directement aux principes fondateurs du réseau des CPE que sont l'accessibilité, l'universalité et la qualité. « Les intentions du gouvernement de moduler la contribution parentale selon le revenu familial sont bien réelles. Les familles de la classe moyenne sont les plus nombreuses à fréquenter les services de garde et toute intention gouvernementale de les faire participer à la lutte au déficit ne pourra se faire autrement que par une augmentation drastique de cette contribution, laquelle ne sera plus réduite. Cette augmentation pourrait forcer les familles de la classe moyenne à choisir entre avoir un enfant ou préserver deux salaires », a ajouté M. Sénécal.

## Retombées socio-économiques

Enfin, l'AQCPE tient à corriger la croyance erronée selon laquelle les services de garde coûtent trop cher et que le Québec n'a pas les moyens de se payer un tel programme. Les retombées socio-économiques des CPE jouent un rôle dans la prospérité de l'économie québécoise. Les CPE ont contribué à la hausse de 5,1 MM \$ du PIB grâce à la présence de 70 000 femmes sur le marché du travail. De plus, pour chaque dollar investi, les retombées pour le gouvernement sont d'au moins 1,50 \$ selon les chercheurs Pierre Fortin, Luc Godbout et Suzie St-Cerny. Ils conviennent que les CPE sont non seulement rentables, mais qu'ils rapportent plus que ce qu'ils coûtent à l'État.

## Tournée et mobilisation pour les rassemblements du 9 novembre

Afin de mobiliser la population du Québec, l'AQCPE lance une tournée qui culminera en l'organisation d'un grand rassemblement, le 9 novembre prochain, partout en province. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) ainsi que la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) participent à la tournée et sont partenaires dans l'organisation de cette mobilisation nationale.

Les habitants de la Côte-Nord sont conviés au rassemblement du 9 novembre. Il se déroulera à Sept-Îles dès 10 h et le lieu précis sera communiqué dans les prochains jours. Des activités seront prévues pour les familles présentes.

D'ici-là, si la population souhaite appuyer le mouvement initié par l'AQCPE, nous l'invitons à :

1. Signer la pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-4833/index.html>;
2. Porter un morceau de casse-tête à la boutonnière et changer sa photo de profil sur ses réseaux sociaux;
3. Visiter le site [www.toujoursfousdenosenfants.com](http://www.toujoursfousdenosenfants.com) pour tous les détails concernant la tournée;
4. Être présente lors du rassemblement de sa région le dimanche 9 novembre prochain.

## À propos de la coalition de partenaires membres du Mouvement pour la sauvegarde de la politique familiale québécoise

Plusieurs organisations préoccupées par l'avenir de la politique familiale ont accepté de se joindre à l'initiative de l'AQCPE pour sensibiliser et mobiliser la population. Sont membres du mouvement : les **membres de l'AQCPE**; l'**Association des cadres des CPE**; le **Parti Québécois**; la Confédération des syndicats nationaux (**CSN**); la Centrale des syndicats du Québec (**CSQ**); la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (**FTQ**); la Fédération étudiante universitaire du Québec (**FEUQ**); **Québec solidaire**; la **Fédération québécoise des organismes communautaires famille**; l'**Association des services de garde en milieu scolaire**; l'**Association des haltes-garderies communautaires du Québec**; le **Regroupement pour la valorisation de la paternité**.

Diverses personnalités ont également manifesté leur appui au mouvement en signant une [lettre ouverte](#) : **Marie-Pier Arthur**, auteure-compositrice-interprète; **Camil Bouchard**, psychologue communautaire; **Louis-Jean Cormier**, auteur-compositeur-interprète; **Pierre Fortin**, professeur d'économie et chroniqueur; **Louise Harel**, membre de l'Assemblée nationale 1981-2008; **Stéphanie Lapointe**, chanteuse et comédienne; **Elsie Lefebvre**, conseillère municipale à Montréal et ex-députée de Laurier-Dorion; **Myriam Nadeau**, mère et politicienne; **Sophie Villeneuve**, vice-présidente du conseil d'administration de Femmes en affaires de la Capitale nationale et Vice-présidente de Catapulte communication et **Isabelle Vincent**, comédienne.

## À propos de l'AQCPE

L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE) est un réseau d'entreprises d'économie sociale représentant les intérêts de la très grande majorité des centres de la petite enfance et bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial, partout au Québec. L'AQCPE est reconnue auprès de ses nombreux partenaires comme un acteur de premier plan en petite enfance et sa mission est d'exercer un leadership national sur l'ensemble des enjeux liés aux services éducatifs et de garde à l'enfance.

**Source :**

Myriam Crevier

Directrice, Relations publiques et partenariats, AQCPE

(514) 966-1891